

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 22 novembre 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'entrée en vigueur de dispositions de la loi du 9 décembre 1994 portant modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel et modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 27 novembre 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 22 november 1995 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inwerkingtreding van bepalingen van de wet van 9 december 1994 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rijkswacht en het statuut van haar personeel en tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft op 27 november 1995 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit de verplichting om de wet van 24 juli 1992 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoestand van het personeel van het actief kader van de rijkswacht zo vlug mogelijk in werking te doen treden, waarop reeds werd gewezen in het arrest van het Arbitragehof nr. 35/93 van 6 mei 1993 (B.S., 2 juni 1993) waarbij het Hof uitdrukkelijk stelde (§ B.5.2.) dat die wetgeving - ondertussen reeds gewijzigd bij de wet van 9 december 1994 - binnen een redelijke termijn in werking moet treden, ...".

*

*

*

OBJET DU PROJET.

L'arrêté en projet a, comme en témoigne son intitulé, pour objet principal de modifier diverses dispositions de l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

Les modifications apportées à cet arrêté consistent pour l'essentiel en les innovations suivantes :

.../...

- remboursement, dans certains cas, au membre du personnel absent pour motif de santé de la totalité des frais d'examens médicaux et d'expertise subis à sa demande et prise en charge par l'autorité de gendarmerie de tous les frais d'examens médicaux et d'expertise subis par le même membre du personnel à la demande du service médical de la gendarmerie (article 3 du projet);
- attribution aux présidents effectifs des chambres du conseil d'enquête d'une allocation annuelle et octroi aux présidents suppléants de ces mêmes chambres de jetons de présence (article 5 du projet);
- obligation, dans certains cas, pour le membre du personnel démis d'office pour absence irrégulière ou dont la démission est acceptée de rembourser tout ou partie des traitements perçus au cours de la période de formation (article 6 du projet);
- reconnaissance du principe de la gratuité en matière de délivrance de copie des dossiers disciplinaires (article 7 du projet).

EXAMEN DU PROJET.Préambule.Alinéa 1er.

L'usage commande que soit explicitement visée chacune des dispositions légales qui constituent le fondement de l'arrêté en projet. Il convient dès lors d'écrire :

"Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment, les articles 24/42, 30, et 27, § 3, alinéa 1er, insérés par la loi du 27 juillet 1992, ainsi que les articles 31, alinéa 3, et 33, modifiés par la loi du 9 décembre 1994;"

Alinéa 3.

Il y a lieu, conformément à l'usage, d'identifier plus précisément les dispositions que l'arrêté en projet tend à modifier et de mentionner, le cas échéant, les modifications que chacune d'elles aurait subies.

Les mots "notamment les articles 17, § 1er, 18ter et le titre III, modifiés par l'arrêté royal du 17 juin 1994" doivent, en conséquence, être remplacés par les mots "notamment l'article 17, § 1er, alinéa 2, l'article 18ter, § 5, inséré par l'arrêté royal du 17 juin 1994, les articles 54 et 55 abrogés par l'arrêté royal du 17 juin 1994

.../...

et les articles 56 et 57, 1^o, modifiés par l'arrêté royal du 17 juin 1994;".

Dispositif.

Observation préalable.

La division du texte en titres ne paraît pas indiquée eu égard au nombre peu élevé d'articles que comporte le projet d'arrêté. Mieux vaudrait, en l'espèce, opérer une division du texte en deux chapitres dont le premier portera l'intitulé suivant : "Entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 1994 ... (la suite comme au projet)".

Article 1er.

Il convient de remplacer les mots "sont mis en vigueur" par les mots "entrent en vigueur".

Article 3.

Dans la phrase liminaire de l'article, il y a lieu d'ajouter les mots ", inséré par l'arrêté royal du 17 juin 1994," après les mots "du même arrêté".

.../...

Article 18ter, § 5, en projet.

1. A l'alinéa 1er, les mots "frais de voyage" doivent, de l'accord de l'officier délégué, être remplacés par les mots "frais de déplacement".

Mieux vaudrait, par ailleurs, substituer aux mots "Le membre du personnel concerné" les mots "Le membre du personnel absent pour motif de santé".

La seconde phrase du même alinéa serait, quant à elle, mieux rédigée comme suit :

"Le remboursement de ces frais incombe toutefois à l'autorité de gendarmerie, dès lors qu'il ressort de la procédure de contrôle, des examens médicaux ou des expertises que l'exemption qui lui a été accordée est justifiée".

2. A l'alinéa 2, il conviendrait, compte tenu de la deuxième observation formulée sous l'alinéa 1er, de remplacer les mots "le membre du personnel concerné" par les mots "le membre du personnel visé à l'alinéa 1er".

Article 4.Article 22bis en projet.

La disposition examinée doit être omise parce qu'elle excède la compétence du Roi. En effet, cette

.../...

disposition ne peut s'autoriser de l'article 24/31, § 2, 1^o, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, lequel précise que le président de chambre du conseil d'enquête est un "magistrat du siège d'une cour d'appel désigné par le Ministre de l'Intérieur, sur proposition du Ministre de la Justice", c'est-à-dire un magistrat qui se trouve en service actif. Ce faisant la disposition examinée méconnaît l'article 108 de la Constitution.

L'article 4 du projet doit être omis et la numérotation des autres articles adaptée en conséquence.

Article 5.

Article 26bis en projet.

1. Le paragraphe 2 de la disposition en projet distingue les allocations des présidents effectifs et des présidents suppléants. Cependant, la loi précitée du 27 décembre 1973 ne prévoit pas la désignation de présidents suppléants. Il s'ensuit que la disposition examinée, en tant qu'elle prévoit implicitement la désignation de présidents suppléants et explicitement l'octroi à ceux-ci d'allocations, contrevient à l'article 24/31, § 2, 1^o, de la loi du 27 décembre 1973 précitée et, par suite, à l'article 108 de la Constitution.

.../...

En conséquence, il convient d'omettre :

- 1° le mot "effectifs" aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 26bis en projet;
- 2° le second alinéa du paragraphe 2 et le second alinéa du paragraphe 3;
- 3° les mots "et les présidents suppléants" dans le paragraphe 4.

2. La disposition appelle encore les deux observations suivantes :

- 1° mieux vaut préciser à l'alinéa 1er du paragraphe 2, que le tribunal dont il s'agit est le tribunal de première instance;
- 2° à l'alinéa 1er du paragraphe 3, il y a lieu, de l'accord de l'officier délégué, de remplacer les mots "le mois considéré", par les mots "le mois au cours duquel survient l'un de ces événements".

.../...

Article 6.Observation préalable.

Mieux vaudrait, pour la clarté du texte, extraire le 3^o de l'article 6 du projet et en faire un article distinct rédigé comme suit :

"Art. Le titre III du même arrêté, tel qu'il est modifié par le présent arrêté, est complété par un chapitre 5 nouveau intitulé "La démission acceptée" et comprenant l'article 55bis rédigé comme suit : ... (la suite comme au projet sous réserve des remarques formulées ci-après à propos de l'article 55bis en projet)".

La numérotation des articles qui suivent la disposition en projet sera adaptée en conséquence de même que les références aux articles énumérés à l'article 9 actuel du projet.

La phrase liminaire de l'article 6 du projet, limité au 1^o et au 2^o des modifications envisagées serait, pour sa part, mieux rédigée comme suit :

"Art. Le titre III du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 17 juin 1994 et 14 septembre 1995, est complété par un chapitre 4 nouveau intitulé "L'absence irrégulière" et comprenant les articles 54 et 55, abrogés par l'arrêté royal du 17 juin 1994 et rétablis dans la rédaction suivante : ... (la suite comme au projet sous

.../...

réserve des remarques formulées ci-après à propos des articles 54 et 55 en projet)".

Article 54 en projet.

La procédure instituée par la disposition en projet est extrêmement lourde. Elle est la suivante :

Dès que l'intéressé est irrégulièrement absent pendant plus de dix jours, il est invité par le commandant d'unité à faire connaître les motifs de son absence et le ministre est prévenu par le commandant de la gendarmerie de l'absence irrégulière par un rapport motivé.

L'intéressé est, par lettre recommandée, tout à la fois, informé de ce que le ministre a été avisé de son absence et réinvité à faire connaître les motifs de celle-ci au commandant de la gendarmerie, lequel, "le cas échéant", les transmet, avec son avis, au ministre.

Ce dernier peut encore prescrire au commandant de la gendarmerie des devoirs d'enquête complémentaires.

Une telle procédure mériterait d'être simplifiée.

Par ailleurs, en même temps qu'il est invité à justifier son absence, le membre du personnel doit avoir son attention attirée sur les conséquences statutaires qui s'attachent à l'absence irrégulière - non justifiée - pendant plus de dix jours, à savoir, non seulement la

.../...

démission d'office mais aussi, lorsque l'autorité en décide ainsi, l'obligation de rembourser tout ou partie des traitements perçus pendant la formation. Il doit également être invité à s'expliquer sur cette dernière mesure.

La disposition examinée doit être revue en conséquence.

Article 55 en projet.

1. Les alinéas 2, 3 et 4 seraient mieux rédigés comme suit :

"Dans ce cas, l'avis du conseil d'enquête n'est pas sollicité.

La décision de démission d'office peut être assortie de l'obligation pour le membre du personnel qui en est l'objet de verser à l'autorité de gendarmerie une indemnité.

Cette obligation ne peut toutefois pas être imposée au membre du personnel démis d'office qui a, à l'expiration de sa formation de base, effectué un nombre minimum d'années de service qui correspond à une fois et demi la durée de cette formation de base".

.../...

2. A l'alinéa 5, les mots "le minimum fixé à l'alinéa 4" seraient plus justement remplacés par les mots "le nombre minimum d'années de service fixé à l'alinéa 4".

Article 55bis en projet.

La disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Art. La décision acceptant la démission d'un membre du personnel peut être assortie de l'obligation pour l'intéressé de verser à l'autorité de gendarmerie une indemnité lorsque sa démission intervient avant qu'il n'ait, à l'expiration de sa formation de base, effectué le nombre minimum d'années de service fixé à l'article 55, alinéa 4".

Article 7.

Dans la phrase liminaire de l'article, les mots "remplacé par l'arrêté royal du 17 juin 1994" doivent être ajoutés après les mots "du même arrêté". La même remarque vaut en ce qui concerne l'article 8 du projet.

Le texte néerlandais de l'article 56, alinéa 2, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 9.

Il n'apparaît pas, d'après les explications qui ont été fournies par l'officier délégué, que l'application rétroactive de l'arrêté en projet, limitée en fait au seul article 7, serait de nature à porter atteinte à des droits acquis ou à préjudicier aux intérêts des membres du personnel poursuivis disciplinairement.

Le texte néerlandais de l'article 9 du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observation finale.

L'arrêté doit être signé par le Ministre de l'Intérieur et, en vertu de l'article 47 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, contresigné par le Ministre qui a le budget dans ses attributions. Par contre, la signature du Ministre de la Fonction publique est superflue et doit être omise.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit de verplichting om de wet van 24 juli 1992 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoestand van het personeel van het actief kader van de rijkswacht zo vlug mogelijk in werking te doen treden, waarop reeds werd gewezen in het arrest van het Arbitragehof nr. 35/93 van 6 mei 1993 (B.S., 2 juni 1993) waarbij het Hof uitdrukkelijk stelde (§ B.5.2.) dat die wetgeving - ondertussen reeds gewijzigd bij de wet van 9 december 1994 - binnen een redelijke termijn in werking moet treden, ...".

*

*

*

DOEL VAN HET ONTWERP.

Zoals uit het opschrift blijkt, is het hoofddoel van het ontworpen besluit wijzigingen aan te brengen in verscheidene bepalingen van het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

De wijzigingen die in dat besluit worden aangebracht, bestaan voornamelijk uit de volgende vernieuwingen :

- terugbetaling, in bepaalde gevallen, aan het om gezondheidsredenen afwezige personeelslid van alle kosten van medische onderzoeken en expertises die hij op zijn verzoek heeft ondergaan en overname door de rijkswacht-overheid van alle kosten van medische onderzoeken en expertises die dat personeelslid op verzoek van de medische dienst van de rijkswacht heeft ondergaan (artikel 3 van het ontwerp);
- toekenning, aan de werkende voorzitters van de kamers van de onderzoeksraad, van een jaarlijkse toelage en toekenning, aan de plaatsvervangende voorzitters van die kamers, van presentiegeld (artikel 5 van het ontwerp);
- verplichting, in bepaalde gevallen, voor het personeelslid dat wegens onregelmatige afwezigheid ambtshalve ontslagen is of wiens ontslag aangenomen is om de wedde die het tijdens de opleidingsperiode ontvangen heeft, geheel of gedeeltelijk terug te betalen (artikel 6 van het ontwerp);
- erkenning van het principe dat kopieën van tuchtdossiers gratis worden verstrekt (artikel 7 van het ontwerp).

.../...

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Aanhef.Eerste lid.

Het is gebruikelijk dat uitdrukkelijk wordt verwezen naar elke wetsbepaling die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormt. Er behoort dan ook te worden geschreven :

"Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op de artikelen 24/42, 30, en 27, § 3, eerste lid, ingevoegd door de wet van 27 juli 1992, alsook op de artikelen 31, derde lid, en 33, gewijzigd bij de wet van 9 december 1994;"

Derde lid.

Overeenkomstig de gevestigde gewoonte dienen de bepalingen tot wijziging waarvan het ontworpen besluit strekt nader te worden bepaald en behoren in voorkomend geval de wijzigingen die elk van die bepalingen ondergaan heeft, te worden vermeld.

De woorden "inzonderheid op de artikelen 17, § 1, 18ter en op titel III, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juni 1994" behoren bijgevolg te worden vervangen door de woorden "inzonderheid op artikel 17, § 1, tweede lid,

.../...

artikel 18ter, § 5, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juni 1994, de artikelen 54 en 55, opgeheven door het koninklijk besluit van 17 juni 1994, en de artikelen 56 en 57, 1^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juni 1994;".

Bepalend gedeelte.

Voorafgaande opmerking.

Doordat het ontwerp van besluit maar een beperkt aantal artikelen bevat, lijkt het niet raadzaam de tekst onder te verdelen in titels. In casu zou men er beter aan doen de tekst onder te verdelen in twee hoofdstukken, waarvan het eerste het volgende opschrift zou dragen : "Inwerkingtreding van de wet van 9 december 1994 ... (voorts als in het ontwerp)".

Artikel 1.

De woorden "worden in werking gesteld" behoren te worden vervangen door de woorden "treden in werking".

Artikel 3.

In de inleidende zin van het artikel behoren na de woorden "van hetzelfde besluit" de woorden ", ingevoegd bij

.../...

het koninklijk besluit van 17 juni 1994" te worden ingevoegd.

Het ontworpen artikel 18ter, § 5.

1. De gemachtigde officier is het ermee eens dat in het eerste lid van de Franse tekst de woorden "frais de voyage" dienen te worden vervangen door de woorden "frais de déplacement".

Overigens zou het beter zijn de woorden "Het betrokken personeelslid" te vervangen door de woorden "Het om gezondheidsredenen afwezige personeelslid".

De tweede zin van hetzelfde lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De terugbetaling van die kosten komt echter ten laste van de rijkswachtoverheid indien uit de controleprocedure, de medische onderzoeken of de expertises blijkt dat de hem verleende vrijstelling gerechtvaardigd is".

2. Gelet op de tweede opmerking die over het eerste lid is gemaakt, behoren in het tweede lid de woorden "het betrokken personeelslid" te worden vervangen door de woorden "het personeelslid bedoeld in het eerste lid".

.../...

Artikel 4.Het ontworpen artikel 22bis.

De onderzochte bepaling dient te vervallen omdat ze buiten de bevoegdheid van de Koning valt. Die bepaling kan immers niet worden uitgevaardigd op basis van artikel 24/31, § 2, 1^o, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, welk artikel bepaalt dat de voorzitter van de kamer van de onderzoeksraad "een zittend magistraat (is) van een hof van beroep, aangewezen door de Minister van Binnenlandse Zaken op voordracht van de Minister van Justitie", dat wil zeggen een magistraat die in actieve dienst is. Daardoor gaat de onderzochte bepaling voorbij aan artikel 108 van de Grondwet.

Artikel 4 van het ontwerp dient te vervallen en de overige artikelen behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

Artikel 5.Het ontworpen artikel 26bis.

1. Paragraaf 2 van de ontworpen bepaling maakt een onderscheid tussen de toelagen aan de werkende voorzitters en aan de plaatsvervangende voorzitters. De voormelde wet van 27 december 1973 voorziet echter niet in het aanwijzen van plaatsvervangende voorzitters. Daaruit volgt dat de

.../...

onderzochte bepaling, voor zover zij impliciet voorziet in de aanwijzing van plaatsvervangende voorzitters en expliciet voorziet in het toekennen van toelagen aan die voorzitters, ingaat tegen artikel 24/31, § 2, 1^o, van de voormelde wet van 27 december 1973 en, bijgevolg, tegen artikel 108 van de Grondwet.

Bijgevolg dienen te vervallen :

- 1^o het woord "werkende" in de paragrafen 2, 3 en 4 van het ontworpen artikel 26bis;
- 2^o het tweede lid van paragraaf 2 en het tweede lid van paragraaf 3;
- 3^o de woorden "en de plaatsvervangende voorzitters" in paragraaf 4.

2. De bepaling geeft voorts aanleiding tot de volgende twee opmerkingen :

- 1^o het verdient aanbeveling in het eerste lid van paragraaf 2 te bepalen dat de rechtbank waar het om gaat de rechtbank van eerste aanleg is;
- 2^o de gemachtigde officier is het ermee eens dat in het eerste lid van paragraaf 3 de woorden "wanneer ten minste één vacatiedag plaatsvond tijdens deze maand" dienen te worden vervangen door de woorden "wanneer er

.../...

ten minste één vacatiedag is geweest tijdens de maand waarin een van die feiten zich heeft voorgedaan".

Artikel 6.

Voorafgaande opmerking.

Duidelijkheidshalve zou het beter zijn onderdeel 3° uit artikel 6 van het ontwerp te lichten en er een onderscheiden artikel van te maken, luidende :

"Art. Titel III van hetzelfde besluit, gewijzigd bij dit besluit, wordt aangevuld met een nieuw hoofdstuk 5, waarvan het opschrift "Aanvaarding van het ontslag" luidt en dat artikel 55bis bevat, luidende : ... (voorts zoals in het ontwerp, onder voorbehoud van de opmerkingen die hierna worden gemaakt in verband met het ontworpen artikel 55bis)".

De nummering van de artikelen die volgen op de ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden aangepast, alsmede de verwijzingen naar de artikelen opgesomd in het huidige artikel 9 van het ontwerp.

Voorts zou het beter zijn de inleidende zin van artikel 6 van het ontwerp, dat zich bepaalt tot de onderdelen 1° en 2° van de voorgenomen wijzigingen, als volgt te stellen :

"Art. Titel III van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1994 en 14 september 1995,

.../...

wordt aangevuld met een nieuw hoofdstuk 4, waarvan het opschrift "Onregelmatige afwezigheid" luidt en dat de artikelen 54 en 55 bevat, opgeheven bij het koninklijk besluit van 17 juni 1994 en in de volgende lezing hersteld : ... (voorts zoals in het ontwerp, onder voorbehoud van de opmerkingen die hierna worden gemaakt in verband met de ontworpen artikelen 54 en 55)".

Ontworpen artikel 54.

De bij de ontworpen bepaling ingevoerde procedure is zeer omslachtig. Zij luidt als volgt :

Zodra de betrokkene gedurende meer dan tien dagen onregelmatig afwezig is, wordt hij door de commandant van de eenheid verzocht de redenen van zijn afwezigheid mede te delen en stelt de rijkswachtcommandant de minister bij een met redenen omkleed verslag in kennis van de onregelmatige afwezigheid.

De betrokkene wordt bij aangetekende brief tegelijkertijd ervan in kennis gesteld dat zijn afwezigheid ter kennis gebracht is van de minister, en wederom verzocht om de redenen ervoor mede te delen aan de rijkswachtcommandant, die ze "in voorkomend geval" met zijn advies doorstuurt aan de minister.

Deze laatste kan dan nog aanvullende onderzoeksdaden voorschrijven aan de commandant van de rijkswacht.

.../...

Het verdient aanbeveling zulk een procedure te vereenvoudigen.

Voorts moet het personeelslid, wanneer het verzocht wordt zijn afwezigheid te wettigen, gewezen worden op de gevolgen die zijn ongewettigde onregelmatige afwezigheid van meer dan tien dagen heeft op zijn rechtspositie, te weten niet alleen ontslag van ambtswege, doch ook, wanneer de overheid aldus beslist, de verplichting om de tijdens de opleiding ontvangen bezoldiging geheel of gedeeltelijk terug te betalen. Hij moet eveneens verzocht worden zich over deze laatste maatregel te verklaren.

De onderzochte bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Ontworpen artikel 55.

1. Het zou beter zijn het tweede, derde en vierde lid als volgt te stellen :

"In dat geval wordt het advies van de onderzoeksraad niet ingewonnen.

Aan de beslissing tot ontslag van ambtswege kan de verplichting worden gekoppeld dat het personeelslid ten aanzien van wie zulk een beslissing wordt genomen, aan de rijkswachtoverheid een vergoeding stort.

.../...

Deze verplichting kan evenwel niet worden opgelegd aan het van ambtswege ontslagen personeelslid dat na het verstrijken van zijn basisopleiding een minimumaantal jaren dienst heeft vervuld dat overeenstemt met anderhalve maal de duur van de basisopleiding".

2. In het vijfde lid zou het beter zijn de woorden "het minimum bepaald bij het vierde lid" te vervangen door de woorden "het minimumaantal jaren dienst omschreven in het vierde lid".

Ontworpen artikel 55bis.

Het zou beter zijn de ontworpen bepaling als volgt te stellen :

"Art. Aan de beslissing waarbij het ontslag van een personeelslid wordt aanvaard, kan voor betrokkene de verplichting worden verbonden om aan de rijkswachtoverheid een vergoeding te storten wanneer zijn ontslag zich voordoet voordat hij, na het verstrijken van zijn basisopleiding, het minimumaantal jaren dienst omschreven in artikel 55, vierde lid, heeft vervuld".

.../...

Artikel 7.

In de inleidende zin van het artikel moeten na de woorden "van hetzelfde besluit" de woorden "vervangen bij het koninklijk besluit van 17 juni 1994" worden toegevoegd. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8 van het ontwerp.

In het ontworpen artikel 56, tweede lid, schrijven men "betalingsvoorschriften" in plaats van "betalingsmodaliteiten".

Artikel 9.

Uit de door de gemachtigde officier verstrekte toelichtingen blijkt niet dat de retroactieve toepassing van het ontworpen besluit, in feite beperkt tot het enige artikel 7 afbreuk kan doen aan verkregen rechten of de belangen kan schaden van personeelsleden die tuchtrechtelijk worden vervolgd.

Voorts schrijven men : "... met uitzondering van artikel 8" in plaats van "met uitzondering van het artikel 8".

Slotopmerking.

Het besluit moet worden ondertekend door de Minister van Binnenlandse Zaken en krachtens artikel 47 van de

.../...

wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, medeondertekend worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. De handtekening van de Minister van Ambtenarenzaken daarentegen moet als overbodig vervallen.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.